



**Comité Technique Local du Gard  
du 1<sup>er</sup> décembre 2020.**

**Pour nous, le NRP c'est toujours non !**

Monsieur le président,

Ce CTL n'est pas consacré au Nouveau Réseau de Proximité dans le Gard.

Non, il consacre la destruction de la DGFIP sur l'autel de la réduction de la dépense publique.

Il se tient, de plus, dans un contexte exceptionnel.

La situation sanitaire est extrêmement préoccupante pourtant notre direction a été bien plus entreprenante à préparer le NRP (Nouveau Réseau de Proximité) ces derniers mois qu'à se soucier d'anticiper la protection sanitaire des personnels !

Pour les organisations syndicales Solidaires, FO, et CGT Finances Publiques du Gard, l'urgence absolue est à la protection des agents dans le cadre d'une continuité de l'activité des services. Pour nos organisations, dans ce contexte, la priorité n'est surtout pas à la mise en œuvre de vos réformes et au lancement d'opérations de restructurations dont les personnels ne veulent pas !

Votre mot d'ordre semble être: «pas de confinement pour les réformes ». Ainsi ce n'est pas le «quoi qu'il en coûte », cher à notre président, mais les réformes «coûte que coûte» pour la DDFiP 30.

Le contexte est suffisamment anxiogène pour les agents. Leurs charges de travail, les sujétions et les retards accumulés du fait de la crise sanitaire, ainsi que le manque de personnels dans les services sont suffisamment lourds pour ne pas en rajouter. Leur imposer les réformes, restructurations, regroupements de service, déménagements dans la période est scandaleux et indigne. Pire, les risques que vous feriez courir aux agents concernés pourraient être susceptibles d'engager votre responsabilité pénale.

Pourtant, et même si l'état d'urgence sanitaire a été prolongé, les mesures de confinement ont été allégées par rapport à celles en vigueur en début d'année. Ainsi, les agents des Finances Publiques sont sommés de rester en première ligne au soutien de l'économie alors que, par ailleurs, un maximum d'agents devrait être en télétravail 5 jours sur 5....

Où est la justification de l'urgence à mettre en œuvre cette réforme du NRP ? Sauf à considérer que vous voudriez honteusement profiter du contexte sanitaire actuel pour avancer à marche forcée, ce qui serait envoyer aux personnels et à leurs représentants un très mauvais signal, proche du mépris.

Leur adresser des messages de remerciements pour leur engagement au service de nos concitoyens est une chose, tenir compte de leurs difficultés en est une autre. Il ne tient qu'à vous de montrer que le bon sens et le souci des personnels l'emportent, ce qui implique de fait un retrait immédiat des réformes en cours pour se concentrer sur les priorités gouvernementales actuelles de sécurité sanitaire !

Pourtant, les différents baromètres publiés sans honte (et sans commentaire puisqu'ils leur donnent tort) par la DG montrent tous que le moral des personnels est en berne. Démotivation, sentiment d'inutilité, manque de perspective, que ce soit dans le travail ou en terme de carrière. Mais qu'importe, du moment qu'on fait des économies....

En ce qui concerne les Établissements France Services (EFS), conséquence du NRP et de la fermeture de nos trésoreries, vous vous voulez résolument optimiste, en tout cas en façade, restituant au mot près les éléments de langage de la DG et de nos ministres, essayant de nous faire croire qu'il s'agit là d'une grande avancée en termes de présence de nos services sur le territoire et d'accès à notre administration.

Ceux qui ont ainsi revisité l'ex « géographie revisitée » font preuve d'un cynisme élevé comme tous ceux qui ont travaillé d'arrache-pied pour finaliser ces projets mortifères pendant la période de crise sanitaire !

À propos de cynisme comment ne pas évoquer le guidé édifiant intitulé « Faire face aux défis de la transformation remis le 18 septembre lors de la journée nationale consacrée à la sensibilisation à la transformation à destination des cadres de la DGFIP.

Ce livret manager, nauséabond au possible, est aussi et surtout nocif pour toute la DGFIP tant les concepts qu'il véhicule, ont été, pour certains d'entre eux, pointés du doigt lors du procès de France Télécom.

Probablement que ce sujet sera l'objet de retentissement dans les semaines à venir.

Nous ne reviendrons pas sur nos arguments contre le NRP, vous les connaissez depuis longtemps..

Mais comment oser parler de concertations et de négociations alors que depuis juin 2019, jour où vous nous avez annoncé vos projets funestes, une grande mobilisation s'est mise en route dans le GARD, tant au niveau des agents, que des élus locaux et de la population qui a massivement signé notre pétition contre ce projet.

Pour les élus locaux, ici comme ailleurs, leur avis n'a pas été plus pris en compte. Sur tout le territoire national, des centaines de délibérations prises par les conseils municipaux, les conseils communautaires pour s'opposer à la fermeture de leur service de proximité, SIP ou trésorerie, ont été balayées d'un revers de main.

Vous avez consciencieusement coché toutes les cases de votre feuille de route :

Dialogue social, c'est fait !mal, mais c'est fait !

Rencontre avec les élus, c'est fait, bien que vous ayez essuyé de nombreux refus dont ceux des plus lucides !

Rencontre avec les agents, c'est fait, mais bien moins fait que pour les élus !

C'est donc l'esprit serein que vous vous endormez le soir pendant que les agents, vos collègues, souffrent....

Finalement, vous remplissez bien, voire très bien, votre rôle de courroie de transmission du démantèlement de nos services et de la brutalité de cette réforme.

Peu importe l'impact sur les agents de la DGFIP, ce qui compte, c'est de justifier les futures suppressions d'emplois, quoi qu'il en coûte.

Vous comptez donc imposer ces régressions historiques et lourdes de conséquences pour la population, pour les agents alors que ceux-ci sont privés des droits démocratiques les plus élémentaires comme celui de manifester ou de se rassembler.

La direction ne cesse de présenter ce Nouveau Réseau de Proximité comme le réseau de l'avenir. Voilà pour la COM. Mais la réalité, c'est que le NRP est l'instrument de la destruction pure et simple de notre administration à réseau et de proximité, l'outil pour absorber les suppressions massives de postes, et remettre en cause nos droits et garanties.

Pendant des mois, les élus, les agents et leurs représentants, ont été mobilisés contre ce NRP. Aujourd'hui, ce projet, validé dans son intégralité par la Direction Générale, est EN MARCHÉ. Et il s'agit bien du démantèlement pur et simple de tout le réseau à l'horizon du 1er janvier 2023 !

A la lecture des documents, le NRP organise un resserrement sans précédent du réseau avec la fermeture de toutes les trésoreries. Des SGC se créent sur les ruines des trésoreries de proximité, et voient leurs missions redéfinies: la séparation de l'activité de gestion comptable de celle de conseil réalisée par les CDL crée une aberration qui augure la mort du comptable public. Aujourd'hui ce que vous nous proposez est inacceptable: c'est une suppression pure et simple des services territoriaux, compensée, dans le discours, par une soi-disant présence ponctuelle sur le territoire, assurée en partie par des «partenaires extérieurs», accueils et rendez-vous étant assurés par une équipe dédiée sous dimensionnée.

Vous nous proposez un CTL avec des multiples documents sans nous fournir les transferts de charges pour le recouvrement de l'impôt. Vous faites les choses mais à moitié.

De l'à peu près, par incompetence ou par volonté de cacher les choses aux représentants du personnel ?

Alors, dans une telle situation, rapidement survolée ci-dessus, quel sens donner au dialogue social actuel, alors qu'il s'agit bel et bien pour la DG de mettre en œuvre des réformes rejetées par les agents ?

Aujourd'hui encore, il ne s'agit même pas d'une consultation des représentants des personnels mais d'une énième «présentation ». Ainsi, vous feignez de nous écouter dans des réunions interminables, qui se concluent systématiquement par la confirmation de la décision qui a été prise en amont. «Expliquez-nous ce qui vous manque et je vous

expliquerai comment vous en passer », voilà ce que nous pourrions conclure. On peut se demander si l'administration n'attend pas des représentants du personnel qu'ils ne soient, dans ce projet, que de vulgaires passe-plats de l'administration auprès des agents?!

En plus de ce plan d'abandon du service public de proximité qui éloignera la DGFIP des citoyens, notamment des plus précaires, nous savons que toutes ces réformes ont un effet sur la santé physique et mentale des collègues.

Vous avez pourtant refusé d'aborder cette question essentielle lors d'un point CHS-CT en considérant qu'il nous fallait attendre le CTL pour évoquer ces sujets

Vous avez engagé les personnels dans des mouvements géographiques ou fonctionnels sans tenir compte des inquiétudes et des frustrations qu'engendrent vos réformes.

Où est le mouvement local qui aurait assuré aux agents une alternative sérieuse et réfléchie ? D'autres le font, mais pas vous !

Aujourd'hui beaucoup d'agent sont complètement désabusés et nous constatons la disparition d'un attachement à notre administration ainsi que l'augmentation du stress et de la défiance.

Beaucoup de collègues restent avec leurs questions et leurs inquiétudes, car ils ne voient pas beaucoup d'empathie face à leur situation et s'inquiètent de cette accélération dans la destruction de notre administration.

À l'heure où l'on compte une fois de plus sur les services publics pour assurer les mêmes missions et où les agents de la DGFIP vont les assumer avec sérieux et compétence, comme ils l'ont toujours fait, oser entreprendre cette réforme ne peut inspirer que dégoût et symbolise bien le dialogue social de cette administration : au travail et personne ne bouge.

C'est un monde sans pitié qui nous est imposé.

Dans ces conditions les organisations syndicales Solidaires, FO, et CGT Finances Publiques du Gard demandent l'abandon du NRP.

Nous ne nous rendrons pas complice du démantèlement du réseau et refusons donc de discuter des modalités de mise en place du NRP. Nous ne sommes d'ailleurs pas les seuls ; les agents, les élus locaux, la population ont manifesté à de multiples reprises leur opposition. Nous sommes opposés au démantèlement de la DGFIP et plus généralement du service public.

Nous refusons de servir d'alibi et d'être associés à ces reculs sans précédents pour les agents comme pour l'avenir même de notre administration.

Aussi, les organisations syndicales gardoises considérant qu'organiser une audioconférence de 4 heures maximum n'est en aucun cas gage de débat, décident de ne pas siéger ce jour pour ne pas participer à cette mascarade.

Les agents du Gard ainsi que les usagers de nos services publics méritent mieux que cela.

Nous vous demandons donc d'organiser la deuxième séance de ce CTL en présentiel pour permettre le débat que ce sujet impose et demanderons aussi la tenue d'un CHS-CT dans les plus brefs délais pour répondre aux inquiétudes des agents sur leurs futures installations.